

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA SOMME

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

**FONDS DU
CABINET DU PRÉFET DE LA SOMME
(1853-2014)**

Répertoire numérique détaillé

185 W

établi par

Stéphane DIÉPOLD, Assistant de conservation du patrimoine,

sous le contrôle scientifique de

Élise BOURGEOIS, conservatrice en chef du patrimoine, directrice adjointe

Amiens, 2022

SOMMAIRE

Introduction

Présentation du versement page 3

Communicabilité page 5

Sources complémentaires page 6

Répertoire numérique détaillé page 8

INTRODUCTION

Présentation du versement

Le versement 185 W a été effectué par la Préfecture de la Somme en date du 28 mars 2019. Ce versement comprend 18 articles et représente 1,8 mètre linéaire.

Intérêt historique de versement

Le versement permet de constater l'importance du rôle du Préfet dans un département notamment dans le domaine de la sécurité et de la surveillance, mais il est également une source d'information historique dans d'autres domaines très variés : politique, économie, aménagement du territoire, etc.

On retrouve dans les documents versés des thématiques très différentes telles que les cérémonies patriotiques, les distinctions honorifiques et médailles diverses, des interventions de particuliers auprès du Préfet, la sécurisation d'événements, les conflits sociaux, la surveillance des casinos ou encore les violences dans le football.

Le rôle du Préfet

Il est nommé par décret du Président de la République, pris en Conseil des Ministres, sur proposition du Premier Ministre et du ministre de l'Intérieur.

Il est le représentant de l'État dans les départements et les régions et est un des rouages clés de l'administration française, même si depuis la loi de décentralisation du 2 mars 1982, certaines compétences ont été confiées aux élus locaux.

Le Préfet est en relation avec de nombreux acteurs : parlementaires (députés et sénateurs), maires des communes, présidents des conseils départementaux et conseil régionaux, entreprises et organisations professionnelles, citoyens et associations, médias...

Ses missions essentielles sont de :

- Veiller au maintien de l'ordre public et à la sécurité des personnes et des biens ;
- Permettre l'exercice des droits et des libertés des citoyens ;
- Contrôler la légalité des actes des collectivités locales ;
- Mettre en œuvre et coordonner à l'échelon local les politiques du Gouvernement : emploi, cohésion sociale, aménagement du territoire, développement économique, environnement... ;
- Gérer et répartir les dotations et subventions de l'État à l'échelon local.

La représentation de l'État :

Elle a pour objectif la sauvegarde des fondements de la société à travers l'intégrité des institutions républicaines.

La Constitution de la V^e République définit le sens de cette compétence en mentionnant « la charge des intérêts nationaux, le contrôle administratif, le respect des lois » (article 72).

Ces trois piliers majeurs de l'État constituent les fonctions dites régaliennes dont le Préfet est l'agent exécutif sur le territoire : la souveraineté, l'autorité, la paix.

C'est autour de ces notions fondamentales que la fonction a pu évoluer sans s'écarter de sa raison d'être profonde.

La représentation du Gouvernement :

Elle correspond à la mise en œuvre des politiques voulues par les dirigeants de l'État et la Nation.

Le Préfet se voit ainsi conférer des responsabilités spécifiques qui caractérisent la nature de sa fonction.

Une délégation de nature interministérielle découle du fait que le Préfet est le représentant exclusif et direct du Premier ministre et de chacun des ministres.

Cette disposition porte en germe la déconcentration, c'est-à-dire le pouvoir de décision délégué par le Gouvernement à son représentant sur le territoire.

La conduite des politiques nationales au niveau local relève de la compétence du Préfet, « chargé de veiller à l'exécution des décisions gouvernementales » (Décret du 10 mars 1982, article 1).

Il s'agit de mettre en œuvre les priorités de la Nation en fonction des choix déterminés par le Gouvernement qui conduit la politique de la Nation (Article 20 de la Constitution de 1958).

Pour accomplir sa mission, le Préfet s'adapte aux changements profonds de l'administration comme de la société.

L'Hôtel de la préfecture de la Somme

Situé rue de la République à Amiens, il a été construit lors de la deuxième moitié du XVIII^e siècle, il est l'ancien hôtel de l'intendant de Picardie. Bel et sobre exemple d'architecture civile urbaine d'époque Louis XVI, il demeure harmonieux et authentique en dépit d'importants travaux de restauration sous le Second Empire par l'architecte Herbault. Il est reconstruit à l'identique après les dégâts occasionnés par la Première Guerre mondiale. Il dispose d'un beau parc à l'anglaise au tracé relativement fidèle au modèle initial du XVIII^e siècle, parc dans lequel on peut encore voir un cèdre du Liban planté en 1756 par Dom Robbe, fondateur du Jardin des Plantes d'Amiens et prieur au Couvent des Feuillants, actuel hôtel du Département.

Communicabilité

Il convient de rappeler qu'au terme du Code du Patrimoine, les archives publiques sont communicables de plein droit.

Pour autant, certains documents tels que les procès-verbaux de police ou de gendarmerie, les documents judiciaires, ou encore les rapports des renseignements généraux sont soumis à un délai de communicabilité de 75 ans.

La communicabilité des liasses de ce versement est portée à 75 ans.

SOURCES COMPLÉMENTAIRES

Bibliographie

Préfecture

Annuaire statistique et administratif de la Somme (1940-1966). [30 REV 96 à 111]

BARGETON (René). *Dictionnaire biographique des Préfets (septembre 1870-mai 1982).* -Paris : Archives nationales, 1994. 556 p. [8° 2741]

BERCAIRE (Joël). *Entre pouvoir et société : le Préfet.* - Albi : Archives départementales, 2000. [BR 2365]

BONNAUD-DELAMARE (Roger). « Activités d'une préfecture à trois divisions et leur prix de revient », extrait de *Promotions*, n°21, juillet 1951, 15 p.

Les compétences juridiques du Préfet. Recensement des attributions exercées par le représentant de l'État dans la région et le département. - Paris : Ministère de l'Intérieur, 1993. 245 p. [8° 2691]

Les préfectures françaises par les archivistes en chef des départements. - Niort : Soulisse et Cassegrain, 1953. 312 p. [4° 540]

Les Préfets de la Somme deux siècles au cœur de l'État [exposition réalisée par les Archives départementales de la Somme, 10 au 31 mars 2000]. - Amiens : Archives départementales, 2000. [BR 2263]

Préfecture de la Somme. Annuaire administratif départemental. - Amiens : Préfecture, 1984. 391 p. [8° 3903]

RAPHAEL (Michel). *Être Préfet sous l'Occupation. Un département de zone nord : la Somme (1940-1944).* Thèse présentée pour le Doctorat d'histoire, Université Picardie Jules Verne, 666 p. + 1 CD [4° 2136 ; 1 CDR 49]

Réorganisation des services de la préfecture de la Somme (anciens et nouveaux locaux). [S.l.] : [s.n.], [1962]. 43 f. [BR 1830]

Archives

Archives départementales de la Somme

Archives modernes, série

Sous série 1M : administration générale du département (fonds du cabinet du Préfet)

Archives contemporaines, série W

Préfecture de la Somme – Bureau du Cabinet

| | | |
|--------|--|-----------|
| 1244 W | Chronos de courrier ; interventions parlementaires ; distinctions honorifiques. | 1982-1988 |
| 1263 W | Chronos de courrier ; interventions parlementaires ; distinctions honorifiques. | 1988-1990 |
| 1314 W | Interventions parlementaires ; distinctions honorifiques. | 1990-1991 |
| 1331 W | Interventions parlementaires ; distinctions honorifiques. | 1991-1993 |
| 1090 W | Service des rapatriés : Circulaires et instructions ; commissions paritaires de rapatriés, courrier. | 1958-1980 |
| 1392 W | Rapatriés, contentieux, affaires politiques, création de l'Académie d'Amiens, commerçants et artisans, chronos secrétariat. | 1947-1993 |
| 1519 W | Documents relatifs à la notation des membres du corps préfectoral. | 1923-1948 |
| 121 W | Assistance médicale gratuite. | 1948-1960 |
| 255 W | Sécurité-Surveillance ; affaires politiques ; aménagement du territoire ; Économie ; Armée-défense ; culture-sport-loisirs ; chasse. | 2003-2008 |

Un nombre important de fonds de la série W concernent les thématiques abordées dans le fonds 185W, il est impossible d'en faire l'inventaire complet et il convient de consulter l'état des versements de la série W pour les retrouver.

Répertoire numérique détaillé

| Cotes | Description | Dates extrêmes |
|-------|---|------------------------|
| 185W1 | Cérémonies patriotiques. Échantillons de dossiers de préparation destinés au Préfet : Journée nationale de la résistance et remise des prix du concours national de la résistance et de la déportation (CNRD) (2003-2012) ; Journée nationale de commémoration des policiers morts pour la France (mai 2006) ; Journée nationale des mémoires de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions (2006 -2010) ; Anniversaire de la victoire du 8 mai 1945 (2007), ANZAC DAY à Villers-Bretonneux (avril 2008). | 2003-2014 2003-2010 |
| 185W2 | Échantillons de dossiers de préparation destinés au Préfet : Journée nationale à la mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites de l'État français et d'hommage aux Justes de France (juillet 2008) ; Cérémonie pour la journée nationale des sapeurs-pompiers (juin 2009) ; Commémoration de la libération d'Amiens (août 2009) ; Journée nationale d'hommage aux harkis et autres membres des formations supplétives (septembre 2009) ; Anniversaire de la mort du général Leclerc de Hautecloque, maréchal de France (décembre 2009 et 2014) ; Hommage solennel aux personnels de la gendarmerie victimes du devoir (février 2010) ; 65ème anniversaire de la libération des camps de déportation (avril 2010) ; Journée nationale d'hommage aux morts pour la France en Indochine (juin 2010) ; Journée nationale d'hommage aux morts pour la France de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie (décembre 2011) ; Fête nationale du 14 juillet (2011 et 2014) ; Anniversaire de l'appel du général de Gaulle du 18 juin 1940 (2012) ; Anniversaire de l'armistice du 11 novembre 1918 (2013) ; Journée nationale du souvenir et de recueillement à la mémoire des victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie et des combats en Tunisie et au Maroc (mars 2014) ; Anniversaire du Train de la mort (juillet 2014). | 2008-2014 |
| 185W3 | Actes de courage et de dévouement - Récompenses diverses. Actes de courage et de dévouement de la fondation CARNEGIE (1939-2008) et de la fondation ERIGNAC (2008) : arrêtés, coupure de presse, renseignements administratifs sur les personnes concernées, enquête préliminaire de gendarmerie, diplôme, correspondance ; actes de courage et de dévouement (1939-2013) : arrêtés, coupure de presse, renseignements administratifs sur les personnes concernées, enquête préliminaire de gendarmerie, diplôme, correspondance ; récompense pour fait de sauvetage sur le littoral maritime (1939) ; dossiers individuels et collectifs (démineurs, gendarmes, policiers) à titre posthume ; lettres de félicitations. | 1939-2013 |
| 185W4 | Honorariats. Notaires, magistrats consulaires, commissaires-priseurs, conseillers prudhommaux, conseillers du commerce extérieur, garde champêtre (refus), maires, adjoints au maire : correspondance, fiche d'état civil. | 1987-2010 |
| | Distinctions. Cinq dossiers « Ordre du Nichan Iftikhar » (1950, 1952, 1954) ; dossier « Médaille d'honneur de la Défense Passive » (1951) ; dossier « Médaille des prisonniers civils de la guerre 1914-1918 » (1951) ; deux dossiers et notices | 1950-1968 |

« Ordre du Ouissam Alaouite » (1951, 1953, 1955) ; dossier « Médaille de l'aéronautique » (1952) ; trois dossiers « Ordre de la France d'outre-mer » (1952, 1957, 1958) ; dossier « Ordre de la santé publique » (1954) ; dossier « Ordre du Nichan El Anouar » (1956) ; dossier « Etoile d'Anjouan » (1957) ; dossier de refus « Médaille des prisonniers civils, déportés et otages de la Grande Guerre » (1968).

Distinctions étrangères.

Instructions relatives au port de distinctions étrangères : décrets et circulaires (1853 et 1987) ; quatre dossiers « Mérite de l'ordre souverain de Malte » (1952, 1959, 1983 et 2000) ; dossier « Croix d'or du Mérite » du gouvernement polonais (1974) ; quatre dossiers « Ordre équestre du saint Sépulcre de Jérusalem » (1982, 1986, 1990, 1999) ; deux dossiers « Ordre royal de l'étoile polaire » du gouvernement suédois (1982, 1990) ; dossier « Ordre du Mérite de la République fédérale d'Allemagne » (1985) ; trois dossiers « Médaille de l'ordre de l'Australie » (1987, 1994, 2000) ; dossier « Ordre de saint Grégoire le grand » du Vatican (1952), dossier « Ordre pontifical du saint Sépulcre » (1961) ; dossier « Ordre de la *stella della solidarieta italiana* » (1967) ; cinq dossiers « Ordine di Vittorio Veneto » par le gouvernement italien (1973-1976) : dossier « Ordre de la couronne » du gouvernement belge (1964) ; deux dossiers « Décoration spéciale agricole » du gouvernement belge (1971,1990) ; dossier « les palmes d'or de l'Ordre de la Couronne » (1972) ; dossier « Médaille belge du travail » (1974) ; dossier « Ordre de Léopold » (1977) ; dossier d'homologation de décorations étrangères britanniques (« Medal of freedom » et « King's commendation for brave conduct » de 1972), dossier de décoration britannique (1983), deux dossiers « Ordre de l'empire britannique » (1991, 1992) ; correspondance, décret, renseignement administratifs, fiche individuelle d'état civil, coupure de presse.

1853-2000

Prix et médailles.

185W5 Prix de la fondation Cognacq-Jay (famille nombreuse) : instructions et candidatures (1948-1981) ; Prix Nestlé (famille nombreuse) : un unique dossier de 1977 ; Médaille d'honneur des sapeurs-pompiers : promotion du 14 juillet 1975 ; Médaille de la famille française : trois dossiers des promotions 1984, 1999 et 2007 ; Médaille du ministère de l'intérieur : circulaire du 16 juillet 1987 relative à la création ; Médaille et diplôme d'honneur des conseillers prud'hommes : trois dossiers de candidatures (1989, 1997, 2007) ; Médaille pénitentiaire : deux dossiers de candidatures (1990, 2006) ; Médaille de l'aéronautique : promotion 1990 ; Médaille commémorative de la journée de la solidarité : liste de candidatures pour l'année 1993 ; Médaille du tourisme : dossiers de candidatures (1996-2010) ; Médaille de la mutualité, de la coopération et du crédit agricole : promotions de 1996 et 2011 ; Médaille d'honneur des sociétés musicales et chorales : promotions de 2001 et 2011.

1948-2011

185W6 Répertoire manuscrit des titulaires du mérite artisanal, mérite civil, mérite commercial et industriel, économie nationale, mérite combattant, ordre de la santé publique, mérite touristique des années 1950 et 1960 ; Médaille d'honneur des syndicats professionnels : quatre dossiers de candidatures (1952, 1962, 1972, 1986) ; Médaille des mines : instructions et candidatures (1954-1977) ; Médaille d'honneur des travaux publics de l'État : candidatures (1955-1969) ; Médaille de l'enseignement technique : trois dossiers de candidatures (1958, 1964, 1966) ; Médaille des évadés : un unique dossier de candidature (1963) ; Médaille des eaux et forêts : trois dossiers de candidature (1964, 1970) ; Médaille d'honneur des postes et télécommunications : demandes d'avis du Préfet (1970) ; Médaille d'honneur des épidémies : instructions et un unique dossier de 1970 ; Médaille d'honneur des transports routiers : trois dossiers de candidatures (1970, 1994, 2007) ; Médaille d'honneur de la pisciculture : un unique dossier de candidature (1972) ; Médaille attribuée à des apprentis et maîtres d'apprentissage (1970) ; Médaille attribuée aux associations agricoles (1970-1984) ; Médaille de la

1950-2007

reconnaissance française : candidatures et abrogation (1975-1984)

| | | |
|---------|---|-----------|
| 185W7-8 | Interventions de particuliers, de politiques et d'organismes auprès du Préfet. Interventions écrites d'un particulier marquant intervenant régulièrement auprès du chef de cabinet du Préfet pour plaintes multiples : cahier de notes manuscrites, procès-verbal de police, correspondance. | 2000-2008 |
| 185W9 | Interventions écrites d'un particulier marquant, intervenant régulièrement auprès du Président de la République et de divers organismes au sujet de son divorce : correspondance, pièces justificatives, avis de créances, factures, ordonnance du juge du TGI (Tribunal de Grande Instance). | 1995-2001 |
| 185W10 | Interventions du Sénateur et Président du Conseil général Fernand DEMILLY au sujet de l'aérospatiale de Méaulte et autres (1993-1996) ; interventions diverses du Député Maxime GREMETZ (Parti Communiste Français) concernant des étrangers en situation irrégulière, le conflit CURVER, la situation économique du département (1994-2001) : correspondance, acte de décès, jugement supplétif donnant lieu d'acte de décès, coupure de presse, communiqué du procureur ; interventions de Maxime GREMETZ, du maire et des habitants concernant les inondations d'Ailly-sur-Somme ; intervention d'un particulier pour son épouse en situation irrégulière ; interventions de Réseau Éducation Sans Frontière (RESF) pour des sans-papiers et des étrangers en situation irrégulière. | 1993-2001 |
| 185W11 | Interventions diverses : correspondance dont lettre de riverains, notes de service, coupures et communiqués de presse, résultats d'analyse, rapports d'expertise, concernant le conflit de l'entreprise Douce Hydro d'Albert (1995), l'implantation de la société Amylum (Orsan) à Mesnil-Saint-Nicaise (1998-2000) et l'affaire WISSART, agriculteur à Friville-Escarbotin victime de pollution (1999-2012). | 1995-2012 |
| 185W12 | Interventions diverses : procès-verbal d'enquête préliminaire de gendarmerie et auditions, correspondance, coupures de presse concernant une affaire de produits chimiques dangereux à Argoeuves (1984-1995) ; l'affaire du Bois des Loges à Beuvraignes (création d'une décharge par Onyx Valnor sur un terrain de combats de Poilus de 14-18 (2003 à 2006) et l'association Charvin-Bizouarn « Le Pavillon Noir » (2010). | 1984-2012 |
| 185W13 | Conflits sociaux. GOODYEAR/DUNLOP à Amiens (2009-2010) : notes des services de police sur les conflits, revendications, suppressions d'emplois plan de prévention des risques, correspondance ; Entreprise INTERGESTION (société Noyon et Thiebault) de Vaudricourt (2010) : intervention du député GREMETZ, note de la DDTE (Direction Départementale du Travail et de l'Emploi), presse ; AMETIS (transports urbains amiénois) (2010) : note syndicale CGT-CFDT sur les revendications, note de la police, compte rendu de la médiation, intervention de M. Demailly, maire d'Amiens ; Entreprise CONTINENTAL de Clairoux dans l'Oise : audience en appel du 13 janvier 2010 au TGI d'Amiens (notes des services de police), procès en appel du 05 février 2010 (note de la police) ; PPG-AC FRANCE (ex. SIGMA) à Moreuil : documents divers sur le conflit de mars 2010. | 2009-2010 |
| | Sécurisation d'événements. Rapports des services de police, journées d'action, déclarations de manifestations, préavis de grèves, déplacements divers (exemple : Jean-Marie LE PEN), spectacle Royal de Luxe (2005), incidents de manège à la foire de la St Jean (2006), match de football Amiens Sporting Club – Paris Saint Germain (2008). | 2005-2008 |

| | | |
|--------|--|-----------|
| | Casinos. | |
| 185W14 | Casino de Fort-Mahon : articles de presse, arrêtés d'autorisation, contrôle par les RG (renseignements généraux), demande d'autorisation de jeux, comité de direction, arrêtés d'autorisation, extension de jeux, procès-verbal de contrôle, prolongation d'autorisation de jeux demandes d'exploitation de machines supplémentaires, redressement judiciaire, autorisation d'exploiter, dérogation horaire, demande d'extension, rapport RG sur demande de subventions, sanction administrative, démission, extension du parc, refus d'autorisations, contrôle technique et financier du Ministère de l'Intérieur, démission du comité de direction, modification de la répartition du capital social, bilans, demande d'agrément, refus d'extension des jeux, révocation d'agrément, arrêté ministériel portant abrogation d'arrêté portant autorisation, procès-verbal de vérification du casino, correspondance. | 1983-1998 |
| 185W15 | Casino de Cayeux-sur-Mer : tableaux des situations mensuelles, personnes exclues (1999 à 2004), procès-verbaux d'interdiction judiciaire de fréquenter les casinos ou établissements de jeux, procès-verbaux de notification au casino de la liste des personnes exclues, notices individuelles, correspondance. | 1987-2004 |
| 185W16 | Casinos de Fort-Mahon et de Cayeux-sur-Mer : tableaux des situations mensuelles transmis par les Renseignements généraux de la Somme (1 ^{er} janvier 1995-31 décembre 1999). | 1995-1999 |
| | Colombophilie. Sapeurs-pompiers. | |
| 185W17 | Colombophilie, volailles et nuisibles : demandes de destruction de volailles et pigeons par des particuliers et agriculteurs, accords préfectoraux (minutes), arrêtés, courriers de particuliers et associations, réglementation. | 1957-2000 |
| | Sapeurs-pompiers : contentieux entre le district d'Amiens et le service départemental d'incendie et de secours (1994-1999) ; notes ministérielles ; textes de lois ; documentation ; grèves et manifestations : tracts, préavis, rapport des renseignements généraux, coupures de presse (1999 et 2000) ; départementalisation ; inaugurations ; élections ; points de situation ; comptes-rendus de réunions ; personnels ; congrès départemental ; 1 ^{ère} journée nationale des sapeurs-pompiers. | 1994-2000 |
| | Sécurité publique. | |
| 185W18 | Rave-parties dans la Somme : télégrammes ; circulaires ; correspondance ; prévention : notes ministérielles et textes réglementaires (1996-2004) ; répression : enquêtes et notes de gendarmerie (2001-2006) ; rave-party de l'association ZATEK à Ville-sur-Ancre (août 2005) ; arrêté d'interdiction de rassemblement festif (avril-mai 2007). | 1996-2007 |
| | Violences dans le football : textes réglementaires ; notes ministérielles ; instructions, guide et informations juridiques (2002 à 2008) ; agréments de stadiers au stade de la Licorne : copie de cartes d'identité (2004) ; notes et rapports d'incidents police et renseignements généraux (2005-2006) ; services d'ordre pour : la retransmission de la finale de la coupe du monde 2006 au parc Saint-Pierre d'Amiens et match Lille-Lens au stade de la Licorne d'Amiens le 26/09/2007 ; interdiction administrative de stade (2007). | 2004-2008 |